

BLÉ DUR, ORGE ET MAÏS L'AUTOSUFFISANCE D'ICI 2026

Atteindre l'autosuffisance alimentaire est l'objectif prioritaire que s'est fixé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a réitéré son engagement d'atteindre l'autosuffisance dans certaines cultures stratégiques d'ici 2025-2026.

Dans un discours prononcé à l'issue de la prestation de serment au Palais des Nations, le président de la République a mis en avant le progrès réalisé dans la production agricole, en particulier les cultures stratégiques. «Nous avons réalisé une véritable percée grâce à une carte agricole étudiée, conformément aux normes scientifiques, et en continuant à construire des partenariats internationaux dans le secteur agricole avec des pays amis et frères, leaders dans des secteurs stratégiques tels que le lait et les céréales», dans le but de «réduire les importations au plus bas niveau possible», a affirmé le président de la République. A cet égard, M. Tebboune a rappelé ses engagements qu'il avait pris lors de la campagne pour l'élection présidentielle du 7 septembre en ce qui concerne le secteur agricole, notamment atteindre l'autosuffisance totale fin 2025 en blé dur, ainsi qu'en orge et maïs, d'ici 2026.

Le président de la République s'est également engagé à étendre les superficies irriguées d'environ un million d'hectares, tout en s'engageant à créer 450 000 emplois au profit des jeunes au cours du deuxième mandat présidentiel.

Salima Ettouahria



BLÉ DUR

1,6 million d'hectares à cultiver pour atteindre l'autosuffisance

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a annoncé, que son secteur visait à cultiver 1,6 million d'hectares de terres lors de la campagne labours-semailles 2024-2025, afin d'atteindre l'autosuffisance en blé dur l'année prochaine.

Présidant une réunion nationale de préparation de la campagne labours-semailles, avec les présidents des Unions des coopératives de céréales et de légumineuses sèches, M. Cherfa a souligné que l'objectif fixé pour la nouvelle saison consiste à cultiver 3,069 millions d'hectares, dont 55% seront consacrés au blé dur (1,6 million d'hectares), tandis que plus d'un million d'hectares seront consacrés à l'orge.

Il a, à cet égard, révélé la mise à disposition de 4,2 millions de quintaux de semences et d'une quantité suffisante d'engrais au profit de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), afin d'atteindre l'objectif fixé.

Le ministre a également souligné l'importance du lancement à temps de la campagne labours-semailles, pour parvenir à produire



environ 30 millions de quintaux de blé dur cette saison, et éviter les retards enregistrés l'année dernière, d'autant que les pluies automnales étaient au rendez-vous.

Il s'est félicité du lancement effectif, «quand bien même discret», de la campagne dans certaines wilayas. Le premier responsable du secteur a appelé les cadres de l'Oaic à assurer «la disponibilité» des semences aux agriculteurs, citant les nouvelles mesures prises dans ce sens, dont la consécration d'un quota pour chaque wilaya.

Il a préconisé, en outre, de renforcer les capacités de stockage des céréales avec les nouveaux centres qui seront réceptionnés à partir de mars prochain dans la perspective de couvrir toutes les wilayas du pays.

M. Cherfa a rappelé que «ces objectifs s'inscrivent dans le cadre du programme du président de la République annoncé lors de son discours à l'occasion de sa réélection pour un second mandat où il s'était engagé à atteindre 1 million d'hectares de terres irriguées, en réalisant une autosuffisance en blé dur en 2025, et en orge et maïs en 2026».

Le ministre a souligné que le secteur de l'agriculture et des céréales en particulier «sera la locomotive qui permettra au pays d'atteindre l'objectif tracé de 400 milliards de dollars du PIB», affirmant la disponibilité de l'Etat à accompagner les producteurs, en les dotant de tous les moyens nécessaires.

Hamza B

PROGRAMME NATIONAL DE RÉALISATION DE SILOS DE STOCKAGE

L'ÉTAT PASSE À LA VITESSE SUPÉRIEURE

De nouveaux projets stratégiques visant l'amélioration des capacités de stockage et de la sécurité alimentaire, viennent d'être lancés en cette fin de semaine, au niveau de plusieurs régions du pays.

Selon le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'aménagement du Territoire, la réalisation d'une série de silos et de centre de proximité de stockage des céréales s'inscrit «dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics dans l'objectif de réalisation de la sécurité alimentaire du pays».

Le ministère de l'Intérieur accorde une importance particulière à la réalisation, dans les délais, de ces projets qui constituent les plus importants programmes lancés par l'Etat depuis l'indépendance, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin d'optimiser l'exploitation des capacités de production des céréales.

Il s'agit, selon la même source, de la pose de la première pierre d'un centre de proximité de stockage de céréales à Tamset, dans la wilaya d'Adrar.

De même à la wilaya de Sidi Bel Abbès, la réalisation de 4 centres de proximité de stockage de céréales aux communes de Telmouni,

S'hala ; Sid Ali Ben Youb a été posée. Ces structures disposeront d'une capacité de 200 000 tonnes.

A M'Sila, le coup d'envoi des travaux de deux centres de stockage d'une capacité de 100 000 tonnes a été également donné au niveau des communes de Magra et Ouled Mansour.

Les walis sur le terrain

En outre, la ville frontalière Taleb Larbi à El Oued sera elle aussi dotée d'un centre de proximité de stockage, dont la pose de la première pierre s'est déroulée en fin de semaine. A la même occasion, le projet de réalisation d'un silo à Ben Kecha a été inspecté par les responsables locaux.

Dans le cadre de l'application des instructions du ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, des walis mènent des visites d'inspection et de suivi des projets déjà pour la réception des centres dans les délais.

C'est dans ce cadre que le wali de Batna a inspecté l'unité de stockage des céréales à Fesdiss.

A Jijel, à l'Est, le wali a présidé une réunion dédiée exclusivement au renforcement des capacités de la wilaya en la matière.

A Mascara, un centre sera

réalisé d'une capacité de 5 000 tonnes.

À Relizane, le wali Sami Medjoub avait annoncé à *El Moudjahid*, la réalisation de 8 centres de stockage de proximité dont la capacité de chaque centre est de 50 000 quintaux.

Aussi, la création d'un silo géant d'une capacité d'un million de quintal dont les travaux devaient être lancés le 20 août dernier après l'achèvement de l'étude. Aussi, un autre silo sera réalisé au niveau de la daïra de Oued R'hiou dont le taux d'avancement a atteint 62%. Relizane est une wilaya céréalière et pourrait avec ces projets devenir un centre régional de stockage des céréales.

L'Algérie a placé l'objectif de réalisation de sa sécurité alimentaire au cœur de ses stratégies. Ces projets interviennent dans le cadre du programme du président de la République, portant sur la réalisation de 30 silos et 350 centres de proximité de stockage de céréales, permettant ainsi d'augmenter les capacités de stockage de céréales à 9 millions de tonnes.

Pour la concrétisation de ce programme, un décret exécutif portant déclassement de parcelles de terres agricoles destinées à la réalisation de

centres de proximité de stockage des céréales au niveau de certaines wilayas a été signé par le Premier-ministre, Nadir Larbaoui, en juin dernier et publié au Journal officiel (JO) n°45.

Une question de souveraineté nationale

La superficie globale des parcelles concernées est de 214 hectares, 42 ares et 99 centiares. Les wilayas concernées par l'opération de déclassement sont Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tizi Ouzou, Alger, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Guelma, Constantine, Médéa, Mostaganem, M'Sila, Mascara, Bordj Bou Arréridj, Tissemsilt, Khenchela, Souk Ahras, Tipaza, Mila, Aïn Defla, Aïn Temouchent, Relizane et Ouled Djellal.

La sécurité alimentaire est classée comme l'une des priorités majeures dans le programme du Président, Abdelmadjid Tebboune. Cette priorité s'inscrit dans sa vision de «préservation de la souveraineté nationale, axée notamment sur l'autosuffisance alimentaire et la réduction de la dépendance des importations».

Neila Benrahal

PRÉSENT DANS PLUSIEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT

Le Qatar conforte sa place en Algérie

Déjà implanté dans le pays avec de grands investissements, le Qatar intensifie sa présence en Algérie. C'est dans le secteur de l'agriculture que les entreprises qataries marquent plus leur présence, avec d'importants projets. Après le méga-projet de Baladna pour la production de lait en poudre et le lait infantile, un autre investissement agricole qatari est annoncé dans la wilaya d'El Meniaâ, qui est à même de consolider les capacités de production agricole dans la région.

Il s'agit de la société qatari Al Rayan Promotion immobilière Algérie qui vient d'obtenir le certificat de qualification pour la concession au titre de la mise en valeur, accordé par l'Office national des terres agricoles (ONTA), dans l'objectif d'investir dans les cultures stratégiques dans la wilaya d'El Meniaâ. Ce projet devrait consolider les capacités de production agricole dans la région. C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé le représentant de la société Al Rayan à responsabilité limitée, chargé de la gestion du projet, Djakhdem Hadj Aïssa, lors de la cérémonie de remise de l'acte de concession agricole vendredi. Dans sa déclaration à l'APS, il a affirmé : «Cet investissement agricole apportera un plus à la région, à la faveur des différents types de cultures stratégiques, selon le programme arrêté avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.»

Il sera procédé prochainement à l'installation de 27 pivots d'irrigation, en plus des trois autres actuellement en service, et ce, dans le cadre de la nouvelle régularisation accordée à ladite exploitation dans le but d'élargir les superficies irriguées des diverses filières agricoles, notamment les céréales et les fourrages, a-t-il expliqué, précisant que «l'objectif étant d'élargir le projet à d'autres superficies si les résultats sont encourageants et la production abondante dans ce créneau d'investissements».



Le projet d'investissement, a expliqué ce responsable, est le fruit d'un partenariat algéro-qatari, s'inscrivant dans le cadre de la qualification à la concession au titre de la mise en valeur, conformément au projet adopté par la commission technique pour la promotion de l'investissement agricole au profit de la SARL Société Al Rayan Promotion immobilière, sur une superficie de 1811 ha dans un périmètre situé dans la commune de Hassi El F'hel dans le nord de la wilaya d'El Meniaâ. Le wali d'El Meniaâ a de son côté souligné l'importance de ce projet qui consolidera les capacités de production agricole dans la région, affirmant la disponibilité des services concernés à aplanir toutes les difficultés, en vue de mener à bien cet investissement prometteur.

Ce nouvel investissement dans le secteur de l'agriculture s'ajoute au méga-projet de la société qatari Baladna implanté dans la wilaya d'Adrar pour la production de lait en poudre. Ce projet algéro-qatari, d'une valeur de 3,5 milliards de dollars, devrait produire localement 50% des besoins nationaux en poudre de lait de l'Algérie, approvisionner le marché local en viande rouge. Il permettra la création de 5 000 postes d'emploi directs et sera réalisé en quatre étapes, la première devant prendre fin avec l'entrée en production effective à l'horizon 2026. Le partenariat algéro-qatari a été renforcé avec l'élargissement du projet Baladna à la production locale du lait infantile. Un accord-cadre entre le ministère de l'Agriculture et la société qatarie a été, en effet, signé jeudi passé.

Le Qatar est aussi présent en Algérie dans un autre secteur stratégique, à savoir la sidérurgie, à travers la société Algerian Qatari Stell, créée en 2013. De grandes performances ont été enregistrées depuis, notamment à l'export.

L'entreprise a pu exporter en 2023, 700 000 tonnes entre fer à béton et bobines d'acier pour une valeur de 400 millions de dollars, vers différents marchés internationaux.

Dans le domaine de la santé, le Qatar veut aussi marquer sa présence en Algérie, à travers le projet de l'hôpital algéro-qatari-allemand, dont les travaux devront être achevés avant la fin de l'année 2026. Le point sur l'évolution du projet a été faite dernièrement par le ministre de la Santé qui a reçu une délégation de la société Estithmar Holding du Qatar, dirigée par Mohammed Mohtaz Al-Khayyat, président du Conseil d'administration. Il a ainsi fait part de sa satisfaction quant aux avancées enregistrées dans la réalisation de ce projet. Le Qatar devrait aussi étendre ses activités en Algérie dans de nouveaux domaines, notamment dans la grande distribution, avec un investissement annoncé dans la réalisation des grandes surfaces commerciales.

Ainsi dire, la volonté de hisser les relations bilatérales dans divers domaines a été exprimée par les hautes autorités du pays, à travers les différentes visites d'Etat.

Lilia A. A.

NUMÉRISATION DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

LA DOUANE SE CONNECTE AVEC SES PARTENAIRES

La numérisation des activités économiques, l'un de chevaux de bataille du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, connaît une nouvelle avancée majeure sur la voie vers la transparence des pratiques commerciales.

Le Directeur général des Douanes, le Général-Major Abdelhafid Bakhouch, et le Directeur général du Groupe des services portuaires Serport, M. Karim-Eddine Harkati, ont signé samedi un protocole d'accord marquant le lancement de l'opération d'interconnexion entre le nouveau système d'information des Douanes (ALCES) et la plateforme numérique de la communauté portuaire (APCS).

La signature du protocole d'accord a conclu une journée d'information sur «l'interopérabilité de l'ALCES et l'APCS» en présence des ministres des Transports, M. Mohamed El-Habib Zahana, des Finances, M. Laâziz Faïd, et de l'Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa. Intervenant en cette occasion, M. Faïd a affirmé que l'interconnexion de ces deux systèmes constituait une «priorité capitale», eu égard à ses avantages à même de contribuer à la numérisation de toutes les formalités de dédouanement des marchandises parallèlement à l'évolution du processus de transition numérique au sein des Douanes algériennes. Rappelant que la collaboration entre les services des Douanes et ses différents partenaires était basée sur l'échange de connaissances et d'expertises, outre l'interconnexion, M. Faïd a indiqué que le renforcement de cette collaboration constituait «une nécessité pour la promotion du service public et la simplification des procédures administratives».

Dans son allocution, M. Zahana a souligné l'importance de l'interconnexion du système d'information des Douanes et de la plateforme de Serport, une opération à même de permettre aux services des secteurs du commerce et de l'agriculture ainsi qu'aux Douanes de parachever les différentes formalités dans «un bref délai» en accélérant l'envoi des documents. Il a, dans ce sens, fait état du développement par son département d'une vision globale devant assurer la numérisation du secteur des transports (transports maritime, aérien, terrestre et ferroviaire) à travers la création d'une structure digitale et informatique forte, intégrée et fiable, tout en formant la ressource humaine en la matière». Pour sa part, le Général-major Bakhouch a souligné que l'intercon-



nexion entre l'ALCES et l'APCS s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des hautes autorités du pays visant à imprimer une fluidité au traitement des marchandises au niveau des ports, à accélérer les délais de transit et à y réduire les embouteillages.

De son côté, M. Harkati a fait savoir que l'APCS avait été créée par des compétences algériennes en vue d'améliorer le transit des marchandises, de contribuer à la réduction du temps d'immobilisation des navires et, par extension, des pénalités de retard, ce qui profitera à l'économie nationale et au Trésor public, ne manquant pas de préciser que le réseautage avec le nouveau système des douanes sera parachevé «dans les plus brefs délais», ce qui permettra aux opérateurs de suivre en temps réel et en toute transparence les opérations logistiques portuaires.

Le nouveau système d'information des douanes ALCES, qui avait été lancé en novembre 2023, renferme d'autres systèmes; notamment ceux dédiés au suivi des opérations de chargement, à la gestion des risques, aux déclarations douanières électroniques, au dédouanement électronique, à la gestion comptable des recettes et à la veille et le contrôle. Il a pour objectif de simplifier et de faciliter les procédures douanières, tout en conférant davantage de transparence aux opérations de commerce extérieur, mais aussi de renforcer l'efficacité des mécanismes de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale

et douanière, ainsi que de sécuriser les données relatives aux échanges commerciaux internationaux. S'agissant de la plateforme numérique portuaire APCS, celle-ci vise à numériser le secteur portuaire dans le domaine du fret maritime, en ce sens qu'elle tend à simplifier, faciliter et accélérer les procédures administratives et logistiques pour les parties concernées.

Le président Tebboune n'a eu de cesse d'insister sur la numérisation des opérations commerciales, affirmant notamment, lors d'une rencontre avec des représentants des médias en février 2023, qu'elle deviendra «une réalité, par la volonté ou par la force des choses», insistant sur le fait que «la numérisation est réelle et fiable» parce qu'elle «ne ment pas, ne falsifie pas les données et fournit la rapidité nécessaire pour résoudre les problèmes».

Vers la numérisation de la gestion des voyageurs et du dédouanement des véhicules

La numérisation des prestations douanières se poursuit à un rythme soutenu. C'est le directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouch, qui le confirme en annonçant, samedi à Alger, que les services des Douanes s'attelaient à mettre en place un système d'information dédié au traitement des voyageurs et des déclarations électroniques de devise, ainsi qu'au dédouanement des véhicules. Il s'exprimait lors d'une

journée d'information sur «l'interconnexion du système d'information des Douanes et de la plateforme numérique de la communauté portuaire d'échange de données (APCS)» en présence des ministres des Transports, M. Mohamed El Habib Zahana, des Finances, M. Laâziz Faïd, et de l'Agriculture et du Développement rural, M. Youcef Cherfa. La prochaine étape sera celle de la numérisation de la gestion des voyageurs, a affirmé le directeur général des Douanes, lequel a précisé que son département «s'attelle actuellement à prendre toutes les mesures à même de permettre la mise en service du système de traitement des voyageurs dès sa finalisation».

Ce système comprend «les unités chargées de la délivrance des Titres de Passage en Douane (TPD), les déclarations électroniques de devise et diverses formalités douanières liées aux voyageurs, y compris le dédouanement des véhicules». Cette démarche intervient dans le cadre du parachevement de la réalisation du nouveau système d'information des Douanes, entrée en service en novembre 2023, a affirmé le Général-major Bakhouch, soulignant que le développement des autres logiques du système d'informations était en cours «pour les lancer prochainement». Les équipes du projet s'emploient actuellement à renforcer le nouveau système d'information des douanes par une plateforme numérique permettant

de relier le système des douanes aux systèmes d'information des différents ministères et organes gouvernementaux concernés par la délivrance de licences et de certificats administratifs relatifs aux opérations d'exportation et d'importation, a fait savoir le Général-major Bakhouch. Il a, à ce titre, rappelé les essais préliminaires réalisés, en juillet dernier, concernant les documents administratifs délivrés par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, faisant observer que ces essais concerneront les autres administrations «durant le premier semestre de l'année 2025».

«Cette interconnexion que les services des douanes œuvrent à mettre en place, dans le cadre du guichet unique, permettra d'assurer un environnement numérique intégré à même d'accélérer les formalités, de promouvoir le service public et de contribuer à la promotion de l'économie numérique en Algérie, sans autant négliger les mécanismes de contrôle efficaces pour lutter contre toute forme de fraude et de contrebande», a-t-il expliqué. A ce propos, le directeur général a révélé que le nouveau système d'information des douanes «ALCES», mis en service en novembre dernier au niveau des différents bureaux des douanes aux postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, répartis à travers le territoire national, avait permis d'enregistrer 168.000 déclarations détaillées jusqu'en septembre, ajoutant que 70% des déclarations douanières avaient été enregistrées via le nouveau système, tandis que 30% par l'ancien système «SIGAD».

Ces actions des Douanes algériennes viennent en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière de numérisation des services des Douanes, notamment lors du Conseil des ministres tenu le 24 décembre 2023, au cours duquel il s'était félicité du «progrès réalisé en matière de numérisation du secteur des Finances, appelant à la poursuite et à l'intensification des efforts en coordination avec le Haut-Commissariat à la numérisation».

F.A.

EL-MÉNÉA PROJET QATARI D'INVESTISSEMENT DANS L'AGRICULTURE

La Société Al Rayan Promotion immobilière Algérie (Qatarie) a obtenu le certificat de qualification pour la concession au titre de la mise en valeur, accordée par l'Office national des terres agricoles (ONTA), dans l'objectif d'investir dans les cultures stratégiques dans la wilaya d'El-Meniaâ, ont indiqué, vendredi, les services de la wilaya.

Présidant la cérémonie de remise de l'acte de concession agricole, «le certificat de qualification» pour l'investisseur, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek, a souligné que ce projet consolidera les capacités de production agricole dans la région, assurant que ses services s'employaient à aplanir toutes les difficultés, en vue de mener à bien cet investissement prometteur, à travers l'accélération de l'opération d'attribution d'autorisation de forage des puits agricoles et des documents régissant le déroulement de ce projet.

LA CONJONCTURE

Par R. N.

La culture du tournesol et du colza sur la voie de la réussite

Une superficie globale de 691 ha sera affectée à la culture du tournesol et du colza à Aïn Defla lors de la prochaine saison agricole 2024-2025, a annoncé précédemment la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

«Nous allons œuvrer à l'extension des surfaces destinées aux cultures oléagineuses à travers différentes régions de la wilaya, dont les fermes pilotes et les exploitations agricoles privées, afin de promouvoir Aïn Defla en tête de liste des wilayas productrices d'oléagineux, comme elle l'est actuellement dans la production de la pomme de terre, des céréales et de la tomate industrielle», a souligné le directeur par intérim du secteur, Mekrachi Mhamed.

Mekrachi s'exprimait en marge du lancement d'une opération de récolte de tournesol, au niveau de la ferme pilote «Benbrik Si Brahim» de la commune de Bir Ould Khelifa, au titre de la campagne agricole 2023-2024.

Il a, à l'occasion, appelé les exploitants agricoles privés de la wilaya à s'impliquer davantage dans cette culture, en raison de ses «bons rendements et de son efficacité économique consacrant la politique de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire».

A noter que la ferme pilote «Benbrik Si Brahim» a réalisé une première expérience de culture de 27 ha de tournesol, dont le rendement a été estimé à plus de 20 qx/ha. Dans son intervention à l'occasion, le wali Aïssa Aziz Bouras a auguré d'«un bel avenir» pour la culture des oléagineux et des légumineuses à Aïn Defla, «en tant que produits intégrés dans la stratégie nationale visant à assurer la sécurité alimentaire».

«Nous allons œuvrer à ce titre à la mise au point d'un plan stratégique dans la wilaya pour encourager la culture du tournesol, du colza et des légumes secs», a-t-il affirmé. Le wali a rassuré les agriculteurs sur leur accompagnement par les autorités locales, à travers notamment le forage de puits pour leur garantir les eaux d'irrigation agricole.

«La wilaya mobilisera tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette culture stratégique à Aïn Defla», a ajouté le wali.

LE COLLECTIF «TORBA» SE PENCHE SUR L'AGRICULTURE SAHARIENNE

Le pari de la performance et de la durabilité

À peine le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a-t-il annoncé ses ambitions dans le secteur agricole que le mouvement associatif se mobilise déjà autour des objectifs fixés dans ce domaine. C'est ainsi que l'association «Torba», qui a pour mission principale de booster une agriculture saine et efficiente, compte organiser, le 28 septembre, à Alger, un séminaire sur l'agriculture saharienne, entre performances et durabilité.

Le collectif «Torba» explique à ce propos que cette rencontre est destinée essentiellement à tous ceux qui songent à investir dans la petite, moyenne ou grande agriculture saharienne et désirent contribuer à la sécurité alimentaire. «Nous prévoyons d'éditer un ouvrage sur la base des débats qui seront engagés lors de ce séminaire et porteront sur le thème «Quel modèle d'agriculture saharienne nous voulons pour notre souveraineté alimentaire et pour les générations futures ?», confie le collectif, signalant que l'agriculture saharienne, longtemps cantonnée aux oasis traditionnelles, est aujourd'hui au cœur des réflexions stratégiques pour l'avenir agricole du pays. Il rappelle que l'intérêt pour ce type d'agriculture a connu un bond particulier dans les années 2020, lorsque des projets de mise en valeur agricole dans les régions arides ont fait l'objet de réflexion sur leur faisabilité et leur durabilité. «Il s'agira, lors de cette rencontre, de faire un état des lieux et des avancées des projets sahariens issus des nouvelles politiques agricoles et d'analyser la rentabilité et la durabilité des investissements réalisés dans l'agriculture saharienne, en particulier à travers les réformes introduites par le ministère de l'Agriculture et mises en œuvre par l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes



(ODAS)», indique le collectif de l'association Torba. Ce dernier précisera, en outre, que le but aussi de ce séminaire est de débattre des modèles d'agriculture saharienne résilients et modernes, et ce, à l'ère des innovations agroécologiques.

«Lors de notre appel à participation à ce séminaire, nous avons constaté que les investisseurs dans ce domaine sont très nombreux. Nous avons été interpellés par de petits et de grands producteurs», indique le secrétaire général de cette association, Rafik Djebour. Pour sa part, l'ingénieur d'État en agronomie saharienne, Ammar Foufou, estime que cet événement est organisé au moment opportun. Car désormais, remarque-t-il, l'agriculture saharienne est considérée comme une véritable alternative et un choix judicieux pour métamorphoser l'économie nationale, passant d'une économie pétrolière à une économie agricole. «Le programme du chef de l'État se distingue nettement par une vision

unique et nouvelle qui fait du Sud algérien un véritable moteur pour révolutionner l'économie nationale, appuyée sur une mobilisation rationnelle des ressources et sur de nouvelles technologies agricoles», fait-il observer, en espérant que ce séminaire n'exclura pas dans les débats l'industrie agroalimentaire dans les zones sahariennes. «L'agroalimentaire a toutes ses chances de faire de ces zones des pôles de transformation et de valorisation des produits agricoles par excellence, contribuant ainsi à réduire considérablement les coûts de la logistique. Ce qui rendrait les produits agricoles sahariens très compétitifs», explique-t-il. Il assurera que si les énergies renouvelables, les moyens de transport et logistiques accompagnent cette politique d'agriculture saharienne, les cultures seront encore plus disponibles, plus rentables et plus accessibles tant au niveau national qu'international.

■ F. B.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES

L'OAIC invite les agriculteurs à acquérir les intrants agricoles

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a invité, hier dans un communiqué, les agriculteurs à se rapprocher des coopératives des céréales et des légumineuses, en vue d'acquérir les intrants agricoles, en prévision du lancement de la campagne labours-semailles 2024-2025. Ces intrants comprennent les engrais, les semences de céréales dont le blé dur, le blé tendre et l'orge, ainsi que les semences de légumineuses, pois chiches et lentilles. L'OAIC rappelle, à cette occasion, les agriculteurs désirant obtenir le crédit R'fig en vue de l'acquisition des intrants, qu'ils peuvent se rapprocher des guichets uniques ouverts au niveau de toutes les coopératives en vue de déposer les demandes dans les plus brefs délais, ce qui devra donner le temps suffisant à la banque



d'étudier les dossiers et d'octroyer les crédits dans les meilleurs délais.

Campagne labours-semailles: l'OAIC invite les agriculteurs à acquérir les intrants agricoles



ALGER - L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) a invité, dimanche dans un communiqué, les agriculteurs à se rapprocher des coopératives des céréales et des légumineuses, en vue d'acquérir les intrants agricoles, en prévision du lancement de la campagne labours-semailles 2024-2025.

Ces intrants comprennent les engrais, les semences de céréales dont le blé dur, le blé tendre et l'orge, ainsi que les semences de légumineuses, pois chiche et lentilles, précise le communiqué.

Les agriculteurs sont appelés, selon l'OAIC, à fixer des rendez-vous pour récupérer les semences et les engrais auprès desdites coopératives, afin que ses services puissent arrêter un programme à même d'assurer des prestations de qualité tout en leur facilitant l'opération de remise de ces intrants.

L'OAIC rappelle, à cette occasion, les agriculteurs désirant obtenir le crédit R'fig en vue de l'acquisition des intrants, qu'ils peuvent se rapprocher des guichets uniques ouverts au niveau de toutes les coopératives, depuis le mois de juillet 2024, en vue de déposer les demandes dans les plus brefs délais, ce qui devra donner le temps suffisant à la banque d'étudier les dossiers et d'octroyer les crédits dans les meilleurs délais.



Par Amel H 22 septembre 2024 à 18:38

La campagne labours-semailles 2024/2025 : L'Algérie investit dans son agriculture



L'Office algérien des céréales (OAIC) a officiellement lancé la **campagne de labours semailles** pour la saison 2024/2025, en invitant les agriculteurs à se rapprocher des coopératives pour acquérir les intrants agricoles nécessaires.

Il s'agit notamment des semences de blé dur, blé tendre, orge, et légumineuses comme les pois chiches et les lentilles.

Cette campagne vise à **renforcer la production nationale** et à soutenir les exploitants agricoles à travers des outils pratiques et un accompagnement dédié.

Planification et organisation pour une distribution optimisée

L'OAIC a mis en avant l'importance de **planifier la réception** des semences et des engrais afin d'assurer une distribution fluide.

Les agriculteurs sont ainsi encouragés à **définir des dates de retrait précises** pour optimiser le processus et éviter les ruptures de stock, souvent nuisibles à la campagne agricole.

Avec ces mesures, l'objectif est d'assurer un service de qualité tout en évitant les retards qui pourraient impacter la réussite de la saison.

Accès au crédit pour soutenir les achats d'intrants

L'un des points essentiels de cette campagne est le **crédit d'accompagnement** mis à disposition des agriculteurs.

Ce mécanisme leur permet de financer l'achat des semences et des engrais via des guichets uniques ouverts dans toutes les coopératives depuis juillet 2024.

Cette initiative vise à faciliter l'accès aux intrants et à assurer une disponibilité financière pour tous les exploitants, tout en garantissant un traitement rapide des dossiers de crédit par les banques.

Focus sur Tizi-Ouzou : une campagne en plein essor

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, la direction des services agricoles (DSA) s'active en vue de réussir cette campagne.

Les préparatifs sont en cours pour **sensibiliser les agriculteurs** à l'importance des semis et des moyens disponibles.

La superficie consacrée à cette campagne atteint **8.450 hectares**, soit une augmentation notable par rapport à l'année précédente.

Le blé dur occupe la majorité de cette surface, avec **7.650 hectares**, tandis que les autres céréales comme l'orge et l'avoine bénéficient de **800 hectares**.

L'accompagnement des agriculteurs : un enjeu stratégique

L'enjeu de cette campagne dépasse la simple production de céréales.

L'accompagnement technique des agriculteurs, à travers la mobilisation de plus de 2.100 travailleurs ainsi que 1.520 matériels agricoles, est au cœur de la stratégie de la wilaya.

En renforçant **les capacités de stockage** et en offrant **des solutions de financement**, l'État soutient activement les agriculteurs dans leur quête de performances agricoles.

Le succès de cette campagne est également lié aux conditions climatiques, comme l'a souligné Djamel Sersoub, directeur des services agricoles de Tizi-Ouzou.

Avec des **prévisions optimistes**, cette saison s'inscrit dans une vision plus large de **sécurité alimentaire**, où l'Algérie ambitionne de réduire sa dépendance aux importations de céréales.

Une production prisée à travers le pays

Enfin, la qualité des semences produites à Tizi-Ouzou attire des agriculteurs de 15 autres wilayas, témoignant de l'importance stratégique de cette région pour la production nationale.

Une superficie de 1.900 hectares y est dédiée à la production de semences, soulignant la capacité de la wilaya à soutenir les campagnes agricoles à travers tout le pays.

L'OAIC et les autorités locales comptent sur la mobilisation collective des agriculteurs pour atteindre, voire dépasser, les objectifs fixés pour la campagne 2024/2025.



وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL



عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Septembre 2024

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ¹ دج / كلف		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	90	109	70	البطاطا
	Tomate	80	93	67	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	383	439	327	الثوم الجاف
	Carotte	84	94	73	الجزر
	Navet	124	137	112	لفت
	Poivron	108	121	94	الفلفل الأخضر
	Piment	127	145	110	الفلفل الحار
	Courgette	170	186	154	الكوسة
	Haricot vert	207	229	185	الفاصولياء الخضراء
Laitue	150	165	135	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	384	494	274	التفاح المحلي
	Datte	561	686	436	التمر
	Melon	95	106	83	البطيخ الأصفر
	Pastèque	85	95	76	البطيخ الأحمر
	Poire	385	468	301	الاجاص
	Raisin	204	263	146	العنب
	Banane	472	487	456	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1799	1935	1664	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	464	473	454	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

1. Moyenne nationale observée dans les marchés de détail.

1. المعدل الوطني الملاحظ في أسواق التجزئة



Page:07

MERCURIALE DES FRUITS ET LÉGUMES

Des prix largement à la portée

Comparativement aux semaines précédentes, la mercuriale des fruits et légumes semble plus abordable ces jours-ci, si l'on se réfère aux prix affichés dans la plupart des marchés de la capitale. Car dans certains marchés couverts, l'envolée est de mise, à l'instar du marché Tnach de Belouizdad. Toutefois, une légère baisse est constatée, notamment au lendemain de la célébration de la fête du Mawlid ennabaoui.

Abdelhalim Benyelles – Alger (Le Soir) –

En effet, presque la totalité des prix sont actuellement à la portée du consommateur, à commencer par celui de la pomme de terre, du poulet, du raisin et même celui des œufs. C'est pour dire que la baisse la plus remarquable revient aux

légumes, à certains fruits de saison mais aussi au poulet dont les prix n'ont rien à voir avec la folie enregistrée il y a juste quelques temps.

Selon les témoignages des consommateurs, et même de visu, une mercuriale plutôt apaisée caractérise, ces jours-ci, les marchés des fruits et légumes, à Alger.

La ménagère peut acquiescer ce dont elle a besoin, et remplir son couffin à son aise. A voir la pomme de terre affichée par endroits entre 100 DA et 110 DA, le poulet à 360 DA ou 370 DA le kilo au lieu de 480 DA, le raisin à 100 DA ou même à 90 DA par endroits et les œufs à 16 DA au lieu de 20 DA l'unité, et aussi le prix de la sardine qui a varié durant plusieurs jours à des prix largement à la portée du citoyen, puisque le kilo a baissé jusqu'à 100 DA le kilo dans certains endroits de la périphérie de la capitale. Il faut dire que le marché n'est pas assez fourni en fruits en

pareille saison, mais quand même le raisin a enregistré une baisse remarquable, de presque 50%. La tomate, la pomme de terre, les oignons et autre laitue, les plus prisés pour la préparation des repas des Algériens, sont cédés à des prix qui arrangent largement par leur disponibilité, car en fait, la quantité est suffisante, à constater la multiplication des vendeurs à la criée dans les cités d'habitation des circonscriptions de la capitale.

Du côté du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, nous avons tenté, hier dimanche, de recueillir la liste officielle des prix du jour, mais en vain. Reste que la réalité du terrain confirme bien la baisse salutaire des prix et leur stabilité à leur niveau saisonnier, favorisée par l'arrivée sur le marché, et en abondance, de la production nationale.

A. B.



MILA. CÉRÉALES **Plus de 1,5 million** **quintaux** **collectés**

Les quantités de céréales collectées à travers la wilaya de Mila ont atteint au cours de l'actuelle saison agricole 1.531.907 quintaux, a-t-on indiqué jeudi à la direction locale des services agricoles (DSA). Ce total est constitué de 1.216.311 quintaux de blé dur, 224.844 quintaux de blé tendre, 90.104 quintaux d'orge, 466 quintaux de triticale et 182 quintaux d'avoine, a précisé le chef du service de régulation de la production et soutien technique de cette direction, Mohamed Bengouitane. Pas moins de 149.000 quintaux de diverses céréales ont été transférés aux stations de traitement pour les exploiter comme semences durant la prochaine saison agricole (2024-2025), selon la même source. Ces quantités collectées représentent 70% de la récolte céréalière obtenue cette saison qui a été une saison "réussie" comparativement à la saison précédente, a relevé le même cadre.

GHARDAÏA. OLIVES

Plus de 37 700 qx attendus pour la saison 2024

La production prévisionnelle d'olives est estimée autour de 37.752 quintaux (qx) dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la campagne agricole 2024, a-t-on indiqué samedi à la direction locale des services agricoles.

Cette production prévisionnelle est en "large" hausse par rapport à celle de la dernière campagne agricole qui avait enregistré une récolte de près de 30.000 qx, a affirmé le responsable des statistiques, Khaled Djebrit, en signalant que le rendement moyen devrait atteindre cette année les 26 quintaux à l'hectare, et ce en dépit d'une très faible pluviométrie. Et de préciser que la production a été impactée cette année par les fortes chaleurs caniculaires jumelée à une sécheresse et un stress hydrique qu'a connus la région durant les mois de juin, juillet et août derniers. Cet impact du réchauffement climatique est visiblement observé dans les périmètres agricoles, notamment les oliveraies et les palmeraies, où les palmes de palmiers, les feuilles d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été perforées, atrophiées et cramées, engendrant une perturbation de l'évolution du calibre et la physiologie des fruits et, par conséquent, de la qualité et la quantité de la production, a expliqué M. Djebrit. La campagne actuelle touche une superficie de 1.904 ha, avec près de 219.080 oliviers productifs sur plus de 373.807 pieds existant dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-il fait savoir. Selon les statistiques de la DSA, plus de 70% des oliviers



Ph : DR

productifs sont plantés en éparses alors que près de 90.000 arbres productifs sont plantés en masse, ce qui rend la cueillette difficile. Les services de la DSA estiment également que sur cette récolte de 37.752 qx d'olives prévue, près de 27.320 qx seront destinés à la consommation comme olives de table et 10.432 qx pour l'extraction de près de 800.000 litres d'huile d'olive "vierge et bio", par le biais de trois huileries modernes localisées à Guerrara, El-Atteuf et Béni-Isguen. L'olivier est un arbre qui "se porte bien" et qui "prospère" sur le territoire de Ghardaïa, comme en témoignent les nombreux spécimens plantés à Ghardaïa, Guerrara, Berriane, Zelfana, Mansoura, Daya Ben-Dahoua, Seb-Seb et Mélili, où malgré l'absence de soins, leur fructification est relativement abondante, suscitant un engouement sur cet arbre "noble", selon les techniciens de la DSA. La filière oléicole, qui constitue

l'une des principales filières agricoles dans la wilaya, a connu un essor "remarquable" ces dernières années, a souligné M. Djebrit en précisant que la superficie réservée à l'oléiculture est passée de 118 ha en 2004 à 1.904 ha en 2024. Pour améliorer la performance des oliveraies, des sessions de formation au profit des agriculteurs sur l'itinéraire technique à adopter ainsi que l'entretien et les tailles périodiques de l'olivier, ont été lancées dans le cadre de la vulgarisation, afin d'améliorer la production et la productivité, a-t-on signalé. Arbre noble et millénaire, dont les fruits possèdent des vertus diététiques et thérapeutiques indéniables, l'olivier s'est tôt érigé, au niveau de la wilaya de Ghardaïa, notamment dans les daïras de Guerrara, Berriane et Mansourah, en un patrimoine arboricole important, qui a suscité, au fil des années, un intérêt particulier et un engouement des investisseurs.

EN PRÉVISION DE LA CAMPAGNE DE REBOISEMENT À TIPASA

Début de sélection des plants

AU COURS DE LA SEMAINE DERNIÈRE, une commission technique de contrôle des plants forestiers s'est rendue au niveau de la pépinière de l'entreprise régionale de génie rural de Zakkar, située à Hadjout, pour une opération d'agrèage des espèces qui seront mis en terre lors de la prochaine campagne de reboisement qui sera entamée, comme chaque année, le 25 octobre.

Selon la conservatrice principale, Amel Mokrani, cheffe de service du service de la protection de la faune et de la flore à la Conservation des forêts de Tipasa, la commission est constituée, notamment, de cadres techniques de la conservation locale des forêts, de représentants de l'Institut national de recherche forestière (INRF) ainsi que des responsables de l'entreprise régionale de génie rural Zakkar. «Il faut savoir qu'il y a tout un travail qui s'effectue en amont de l'entame de la campagne de reboisement.

Et parmi les actions axiales de ce travail, l'agrèage des plants», souligne Amel Mokrani. Et d'ajouter : «La sélection des plants à mettre en terre prend en considération plusieurs paramètres, dont l'essentiel est le côté santé et robustesse du plant». La même responsable indique que la pépinière de Hadjout, qui s'étale sur 21 hectares et dont la surface utile atteint les 18 ha, est l'une des principales pourvoyeuses de plants en prévision des campagnes de repeuplement dans la wilaya de Tipasa.

Avec un potentiel de production forestière pouvant atteindre le 1,5 million de plants annuellement, la pépinière de l'entreprises régionale de génie rural Zakkar de Hadjout cultive plusieurs espèces, dont on peut citer, notamment, le chêne-liège, le pin pignon, le cyprès, le casuarina,

le pin d'Alep, le caroubier, le robinier, le mûrier, l'acacia, des arbres fruitiers rustique et d'ornement ainsi que des espèces fougères. «La Conservation des forêts de Tipasa dispose également d'une pépinière de différentes espèces d'arbres du côté de Hadjret Ennos, à l'ouest de la wilaya», précise la même interlocutrice.

Cette dernière fera savoir que Tipasa a bénéficié d'un projet d'envergure de réalisation d'une grande pépinière dans la circonscription de Koléa qui augmentera sensiblement les capacités de production forestière et des espèces fruitières de la wilaya. Le projet est en phase d'étude. «En plus des acquisitions de plans directement des pépinières nous bénéficions dans le cadre de la campagne de reboisement des dons importants, particulièrement des entreprises nationales», affirme-t-elle.

PAULOWNIA, UNE VARIÉTÉ RÉPUTÉE POUR SA CROISSANCE RAPIDE

Parmi les espèces introduites à Tipasa, la variété Paulownia. «C'est une plante réputée pour sa croissance rapide, son adaptation aux différents types de sol ainsi que sa résistance au climat chaud. A titre expérimental, nous avons aménagé une surface d'un hectare pour sa plantation. Un périmètre doté d'un bassin et d'une clôture», détaille la même interlocutrice. Il faut dire qu'avec le changement climatique et la récurrence en termes de survenance des incendies de forêt, le reboisement est devenue



une action sine qua non pour l'équilibre des écosystèmes forestiers et, partant, lutter contre la disparition ou la réduction des surfaces de certaines espèces d'arbres que remplacent de plus en plus les maquis. Toutefois, le repeuplement obéit, selon la même responsable, à une démarche bien définie. Après chaque incendie, les forestiers favorisent la régénération naturelle. C'est sur la base de l'évolution de la régénération en question, sur deux ans en moyenne, que l'on décide d'effectuer des travaux sylvicoles

en cas de régénération naturelle pour sélectionner les sujets sains. Le cas contraire, si ce processus ne donne pas de résultats escomptés, on procède au reboisement. A titre informatif, Tipasa a enregistré, à ce jour, et ce, depuis le début de la campagne de lutte contre les incendies de forêt, soit le 1^{er} mai, 16 feux qui ont parcouru une surface de 5,34 ha, soit de loin la plus petite superficie forestière détruite par les flammes dans la wilaya depuis l'indépendance.

■ Amirouche Lebbal



FONÇAGE DE PUIITS AGRICOLLES À BATNA

Plus de 1 200
autorisations délivrées

UN TOTAL DE 1 273 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation agricole a été délivré depuis début 2024 dans diverses régions de la wilaya de Batna. C'est ce qu' fait savoir, avant-hier, Djoudi Bensalah, directeur des ressources en eau.

A ce titre, le même responsable, a indiqué que les demandes inscrites en ce domaine sont traitées avec intérêt, notamment dans les régions connues pour leur activité agricole et ce, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la facilitation de l'octroi des autorisations de fonçage de puits aux agriculteurs.

Soulignant également que le nombre des autorisations accordées aux agriculteurs des diverses filières depuis septembre 2022 a ainsi atteint 4.543 dont 1.642 délivrées en 2023, selon la même source qui a noté que l'opération a concerné l'ensemble des 61 communes de la wilaya favorisant le développement de l'irrigation d'appoint des cultures dont la pomiculture pratiquée en zones montagneuses.

La wilaya de Batna compte ainsi plus de 10 000 forages à usage agricole exploités, selon la même source qui a noté que près de 70 % des ressources hydriques de la wilaya sont dirigés vers l'irrigation agricole.

Ces facilités de foncer des puits agricoles ont permis de développer l'irrigation d'appoint à travers la wilaya de Batna devenue une des wilayas « leaders » en ce domaine et de réaliser des résultats palpables dans plusieurs filières dont celles de l'arboriculture fruitière, des fourrages et des céréales, a ajouté le même responsable.

R. R.

RESSOURCES HYDRIQUES À BATNA

Développer l'irrigation d'appoint

Plus de 1.270 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation agricole ont été délivrées depuis début 2024 dans diverses régions de la wilaya de Batna, a indiqué le directeur des ressources en eau, Djoudi Bensalah. Les demandes inscrites dans ce domaine sont traitées avec intérêt, notamment dans les régions connues pour leur activité agricole et ce, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la facilitation de l'octroi des autorisations de fonçage de puits aux agriculteurs, a précisé Bensalah. Le nombre des autorisations accordées aux agriculteurs des diverses filières depuis septembre 2022 a ainsi atteint 4.543 dont 1.642 délivrées en 2023, selon la même source qui a noté que l'opération a concerné l'ensemble des 61 communes de la wilaya favorisant le développement de l'irrigation d'appoint des cultures dont la pomiculture pratiquée en zones montagneuses. La wilaya de Batna compte ainsi plus de 10.000 forages à usage agricole exploités, selon la même source qui a noté que près de 70% des ressources hydriques de la wilaya sont dirigés vers l'irrigation agricole. Ces facilités de foncer des puits agricoles ont permis de développer l'irrigation d'appoint à travers la wilaya de Batna devenue une des wilayas «leaders» en ce domaine et de réaliser des résultats palpables dans plusieurs filières dont celles de l'arboriculture fruitière, des fourrages et des céréales, a ajouté le même responsable.

Batna

L'irrigation agricole renforcée

Un total de 1.273 autorisations de fonçage de puits destinés à l'irrigation agricole ont été délivrées depuis début 2024 dans diverses régions de la wilaya de Batna, selon le directeur des ressources en eau, Djoudi Bensalah. Les demandes inscrites en ce domaine sont traitées avec intérêt, notamment dans les régions connues pour leur activité agricole et ce, en application des directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune relatives à la facilitation de l'octroi des autorisations de

fonçage de puits aux agriculteurs, a précisé M. Bensalah.

Le nombre des autorisations accordées aux agriculteurs des diverses filières depuis septembre 2022 a ainsi atteint 4.543 dont 1.642 délivrées en 2023, selon la même source qui a noté que l'opération a concerné l'ensemble des 61 communes de la wilaya favorisant le développement de l'irrigation d'appoint des cultures dont la pomiculture pratiquée en zones montagneuses.

La wilaya de Batna compte ainsi plus de 10.000 forages à

usage agricole exploités, selon la même source qui a noté que près de 70 % des ressources hydriques de la wilaya sont dirigés vers l'irrigation agricole.

Ces facilités de foncer des puits agricoles ont permis de développer l'irrigation d'appoint à travers la wilaya de Batna devenue une des wilayas «leaders» en ce domaine et de réaliser des résultats palpables dans plusieurs filières dont celles de l'arboriculture fruitière, des fourrages et des céréales, a ajouté le même responsable.